

À LA VEILLE DE LA VISITE DU PRÉSIDENT

Troubles à Constantine

Alors que les réquisitions des moyens matériels et humains en prévision de l'escale très probable du président de la République la semaine prochaine à Constantine sont de rigueur, un vent de contestation souffle sur le Vieux Rocher.

Le wali qui devait présider hier une rencontre avec les élus locaux dédiée à la gestion des collectivités locales est resté cloîtré dans son cabinet, quadrillé par un dispositif sécuritaire impressionnant.

Et pour cause, plusieurs dizaines de citoyens habitant le vieux quartier du Bardo étaient venus exprimer leur colère vis-à-vis de l'imminente opération de relogement et des péripéties qui ont prévalu au traitement de ce dossier par les services de la wilaya, voire leur rejet catégorique de l'éradication de cette cité mythique de Constantine. Une opération qui s'inscrit, faut-il le rappeler, dans le cadre du Projet programme de modernisation de la métropole Constantine (PPMMC), objet exclusif de la visite attendue du chef de l'Etat. Si l'émeute a été évitée de justesse hier, rien ne présage un apaisement pour les journées à venir, notamment pour le début de la semaine prochaine. Le relogement de près de 600 familles annoncé pour ce dimanche est quasiment compromis par la menace des contestataires qui promettent l'escalade au moment opportun. Dès lors, la question lancinante qui se pose est de savoir si la visite prévue du président Bouteflika n'est pas, elle aussi, compromise ? Tout porte à le croire puisque

«l'exhibition» d'hier, un jour férié, a considérablement perturbé la circulation au centre-ville et mis en alerte un dispositif de sécurité impressionnant. Plusieurs centaines de locataires du quartier du Bardo ont investi, dans la matinée d'hier, la rue Kennedy où siège le wali de Constantine pour décrier les attributions de logements, distribués mercredi dernier dans le cadre du fameux Projet programme de modernisation de la métropole Constantine (PPMMC). Ces protestataires, qui réclamaient notamment la révision de cette opération, ont été, selon leurs dires, soit exclus de la liste des bénéficiaires de logements, soit ont eu droit à de «misérables» appartements de type F2 qui ne peuvent répondre à leurs besoins. Certains parmi eux ont revendiqué l'indemnisation avant le recensement puisque, à leurs yeux, l'expropriation de leurs biens reste encore «floue» à partir du moment où rien n'a filtré sur ce sujet, si ce n'est, les déclarations du wali, M. Abdelmalek Boudiaf, promettant des indemnités selon les prix actuels du marché de l'immobilier ou encore le recours à la justice pour ceux qui refusent de quitter leur lieu. Une action qui ne peut être entreprise, d'après eux, parce que les décisions de destruction de leurs habitations, exi-

gées par la justice n'ont pas été délivrées. Aussi, les mesures prises par la commission chargée du dossier de ne pas attribuer de logements aux femmes divorcées, lesquelles étaient nombreuses hier devant le cabinet du wali, et aux personnes âgées, n'a pas été du goût de ces protestataires qui s'interrogeaient sur le sort de ces personnes âgées qui représentent des cas sociaux particuliers. L'attitude provocatrice du chef de daïra lors de la séance du tirage au sort qui s'est déroulée hier dans des conditions particulières, soit sous haute sécurité, a ajouté de l'huile sur le feu. Ce responsable aurait suggéré devant tout le monde, que les personnes âgées puissent trouver refuge, le cas échéant à «Diyar Errahma». Hier aussi, ce même commis de l'Etat a récidivé, péchant par son manque de tact dans ses palabres avec les contestataires devant le cabinet du wali.

«J'habite avec mes frères et enfants dans un immeuble de 5 niveaux (18 pièces). Ma sœur divorcée, à elle seule, habite dans un étage. Comment se fait-il qu'ils l'excluent de la liste alors qu'elle est propriétaire de tout un appartement de 100 m² ? Où peut-elle aller ? Les responsables de la commission avancent souvent des arguments qui frisent le ridicule ! Comme quoi, c'est une femme solitaire et ne peut se prendre en charge ou encore qu'elle transformera son appartement en un lieu de

débauche» affirme un sexagénaire qui jure avoir des documents authentiques qui prouvent sa propriété. Il ajoutera qu'il ne quittera jamais les lieux sauf en cas d'indemnisation correcte.

D'autres sont allés jusqu'à proférer des menaces pour mener un mouvement de protestation plus violent dimanche prochain, date arrêtée par la wilaya afin de recaser la première vague des locataires du Bardo (600 familles). «Si aujourd'hui nous sommes peu nombreux, dimanche nous serons plusieurs milliers. Nous n'irons nulle part sauf après le dédommagement de tous les ayants-droit. Personnellement, on m'a octroyé un logement mais, je suis solidaire avec mes voisins qui ont été exclus alors que certains étrangers au quartier, usant de tricheries, ont bénéficié de logements» rétorque un jeune homme, la trentaine. Ce mouvement qui a pris fin à la mi-journée après l'intervention des forces de l'ordre qui auraient reçu l'ordre de se faire plus discrètes et l'arrivée du chef de Sûreté de wilaya. Des arrestations auraient été enregistrées parmi les protestataires qui, il est vrai, ont quitté la rue Kennedy sans incident majeur mais jurent de ne plus quitter leurs maisons. «Qu'ils m'évacuent avec les débris de ma maison parce que je ne la céderai jamais» dira un autre habitant du quartier. Qu'en sera-t-il dimanche ?

Lyas Hallas

BOUTEFLIKA AFFICHE SON AMBITION

Le RND et le MSP sommés de se déterminer

L'intention du président Bouteflika à briguer un mandat supplémentaire ne faisant désormais plus mystère, le Rassemblement national démocratique (RND) et le Mouvement de la société pour la paix (MSP), membres à part entière de l'Alliance présidentielle, se retrouvent du coup sommés de se déterminer.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le président Bouteflika, qui s'en est allé dans la lointaine Tamanrasset s'exercer à nouveau aux bains de foules, a, en effet, avoué à demi-mot une intention de briguer un troisième mandat. «Les choses sont claires», a-t-il rétorqué à une consœur qui a eu l'audace et la présence d'esprit de le sonder sur sa volonté à renouveler son bail au palais d'El Mouradia. Une fois n'est pas coutume, le président Bouteflika, qui généralement rechigne à se rendre disponible pour la sollicitation médiatique, a lâché l'aveu. Un aveu qui n'est point, il faut le dire, du genre qu'on commet incidemment. L'enjeu recommande toutes les précautions. L'affirmation présidentielle, aussi, a tout d'une déclaration réfléchie. D'autant qu'elle a été prolongée par un «je dirais davantage en temps opportun». Le président Bouteflika situe ainsi la perspective d'une annonce plus solennelle. Ce faisant, il reste dans son style. Il poste ses thurifé-

raires, partis et associations, en éclaireurs, prend le temps de mesurer le feed-back, feint une hésitation et puis, comme répondant à une forte et pressante sollicitation, il s'annonce candidat. Ce qu'il vient de faire, au demeurant, depuis la capitale du Sud. Evidemment, par ce faire, ce n'est pas au Front de libération nationale (FLN), son parti, qu'il annonce la «bonne nouvelle». Le parti qu'administre le chef du gouvernement, qui milite le plus pour un troisième mandat pour Bouteflika, était déjà dans le secret des intentions présidentielles. En affichant sa volonté, le président Bouteflika somme, en fait, les deux autres partenaires de l'alliance présidentielle de se déterminer.

Car, jusque-là, du moins en apparence, le FLN courait en quasi-solitaire cette aventure d'un autre mandat pour son président, le président de la République en exercice. Le Rassemblement national démocratique et le Mouvement de la société pour la paix sont restés circonspects, même si des voix en leurs seins, et pas des moindres, s'élevaient déjà fait entendre. Notamment en ce qui concerne le parti de Ahmed Ouyahia qui a dû faire avec cet engagement prématuré d'un Bensalah, le président du Sénat, pour un autre mandat pour le président Bouteflika. Le parti a dû aussi faire avec le soutien à une autre candidature de Bouteflika exprimé par le secrétariat national de la centrale syndicale où siègent trois de ses

dirigeants. C'était, il y a lieu de le rappeler, à travers un communiqué public, diffusé dans la même teneur et le même jour que ceux du secrétariat national du FLN et de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA). Mais toujours est-il que ces expressions n'engageaient pas dûment le RND. Le parti s'est confiné dans le silence. Ce qui, pour certains, équivalait à un cautionnement. Mais pour le président Bouteflika, ce n'était pas suffisant. D'autant qu'il a été prêt à Ouyahia une intention de briguer lui-même le mandat présidentiel. Avec la sortie de Tamanrasset, le président Bouteflika rappelle à Ouyahia son serment d'un jour : celui de ne jamais se positionner dans la même course que Bouteflika. Le Mouvement de la société pour la paix est dans un dilemme aussi pesant que celui qui devra ronger le RND. La même sommation lui est adressée. Le parti islamiste a eu quelques lyrismes du genre à se présenter dans la peau d'une entité sur le point de s'affranchir de la tutelle présidentielle. Ce n'était à chaque fois que pour panser des douleurs internes. Le parti a le désavantage d'un président, Soltani, qui n'a à aucun moment de son ascension politique prêté une velléité de prétendre à la magistrature suprême. Il ne pourrait donc, sauf insoupçonnable audace, qu'accompagner l'ambition de Bouteflika.

S. A. I.

TIZI-OUZOU

Faux barrage sur le cw 128

Les terroristes qui sévissent dans le sud de la wilaya de Tizi-Ouzou se sont de nouveau signalés. Avant-hier, aux environs de 17h30, un groupe d'éléments armés en nombre indéterminé a, en effet, dressé un faux barrage sur le CW 128 qui dessert la ville de Boghni à partir du chef-lieu de wilaya.

Selon des témoignages concordants, les automobilistes circulant dans les deux sens ont été immobilisés par les terroristes qui ont occupé un tronçon de la route, à proximité d'une huilerie située à quelques kilomètres de la ville de Draa-Ben-Khedda.

Les passagers qui avaient la malchance de tomber dans la souricière ont été soumis au rituel traditionnel des faux barrages, à savoir la fouille, le contrôle d'identité, le préche et le racket. Après leur forfait, les terroristes se sont évaporés, à la faveur de la nuit tombante, dans les maquis touffus de Boumejni.

D'autres sources ajoutent par ailleurs qu'un échange de coups de feu s'est fait entendre presque au même moment, à Mechmel, une localité de Boumejni, située dans le versant qui donne sur Aït-Yahia-Moussa. Cette «sortie» de l'ex-GSPC est considérée par les observateurs de la scène sécuritaire, dans la région, comme une provocation à l'adresse des services de sécurité car elle a eu pour théâtre une route qui longe les maquis de Boumejni. Une forêt qui a fait l'objet, il y a une dizaine de jours, d'une opération de ratissage menée par les forces de l'ANP à la suite de la reddition d'un terroriste. Il aurait révélé que Boumejni constituait une base arrière importante des groupes armés et servait de lieu de planification des derniers attentats kamikazes perpétrés ces derniers mois, dont celui qui a visé le commissariat de Naciria dans la wilaya de Boumerdes et qui a coûté la vie à 4 policiers.

A. B.

Embuscade contre une patrouille de l'ANP à Aït-Yahia

Des militaires en ratissage dans les maquis situés autour du chef-lieu communal d'Aït-Yahia ont été victimes d'une attaque à la bombe, hier en fin de matinée. Il y aurait un mort et six blessés parmi les forces de l'ordre. Ces dernières s'y sont déployées pour un ratissage d'envergure depuis plusieurs jours.

Des unités mobiles stationnées dans la région ont été mobilisées, ciblant les maquis situés à la périphérie nord-ouest du chef-lieu communal, particulièrement le massif boisé d'Igouf, où des mouvements terroristes ont été signalés depuis plusieurs mois.

Le périmètre situé à la périphérie du lieu des opérations a fait l'objet d'un bouclage selon des témoignages qui parlent de plusieurs barrières routières dressées par les militaires tout au long du chemin de wilaya qui va d'Aït-Yahia à Mekla.

S. A. M.

BATNA

La population de Bouzina bloque les sorties

Depuis mardi dernier, le chef-lieu de la commune de Bouzina est bloqué par la population suite à la convocation de pas moins de trente personnes par la justice. En effet, le président du tribunal d'Arris a entendu tout au long de cette journée et jusque tard le soir une trentaine de personnes soupçonnées d'être à l'origine des troubles qu'a connus cette com-

mune le jour des élections pour le renouvellement des Assemblées communales et de wilaya.

Il faut rappeler que les sièges de la commune et de daïra ainsi que le parc communal ont été incendiés par les manifestants qui reprochaient au maire sortant le bourrage des urnes. Par ailleurs, le maire installé (RND) par les autorités de la wilaya devait parta-

ger le pouvoir avec l'autre parti (FLN) puisque chacun a remporté quatre sièges. Rien n'en fut, le maire RND continue à régner seul, provoquant l'ire de tous. La convocation, mardi dernier, de trente personnes par la justice a été la goutte qui a fait déborder le vase, surtout que certaines personnes sont, dit-on, étrangères aux actes de vandalisme qu'a

connus la commune. Comme premières réactions, les habitants ont bloqué la route nationale n°54, reliant la commune à Théniet-El-Abed paralysant toutes sorties et entrées à la commune, et empêchant les personnes qui ont reçu des assignations à comparaître devant le tribunal d'Arris.

Affaire à suivre.

Houadef Mohammed